KIM IL SUNG

POUR UNE ADMINISTRATION CORRECTE DES FINANCES DE L'ETAT

PYONGYANG, COREE

1977

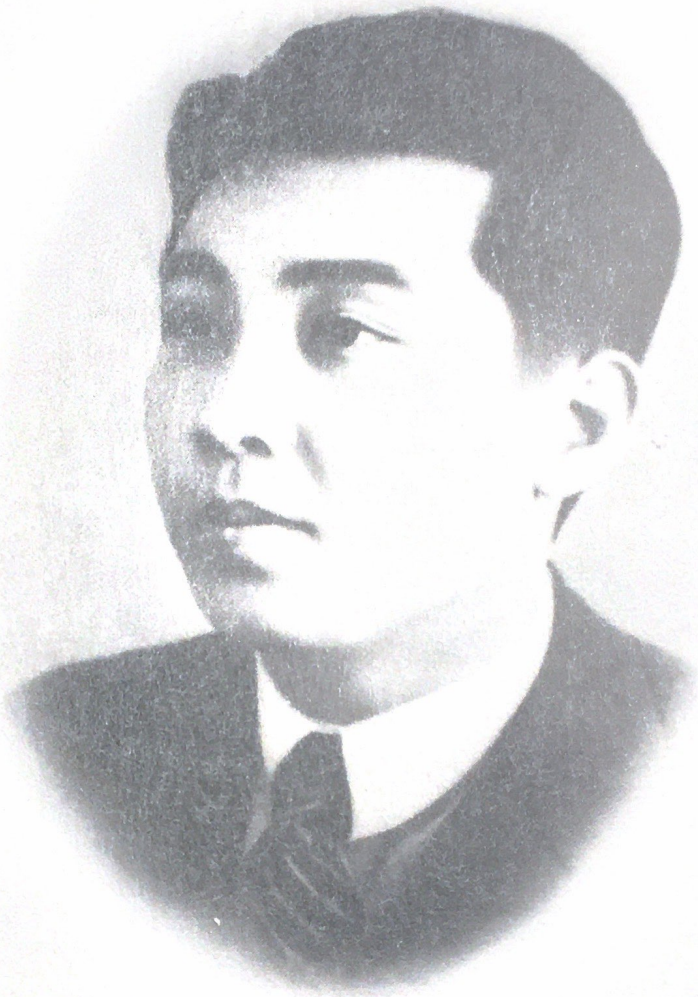
OUVRIERS DU MONDE ENTIER, UNISSEZ-VOUS!

KIM IL SUNG

POUR UNE ADMINISTRATION CORRECTE DES FINANCES DE L'ETAT

Discours prononcé lors de la Conférence conjointe des chefs des départements des finances des provinces, des services des finances des villes et des arrondissements et des directeurs des douanes
Le 28 février 1947

Editions en Langues Etrangères
Pyongyang, Corée
1977



Camarades,

Nous tenons cette conférence des fonctionnaires des finances dans une ambiance exaltante, alors que toute la population de Corée du Nord mène une grandiose bataille pour édifier une Corée nouvelle et démocratique.

Qu'il me soit permis tout d'abord de cordialement vous saluer ainsi que tous les fonctionnaires chargés des finances de l'Etat, tâche d'une grande importance dans l'œuvre sacrée d'édification d'un Etat démocratique.

Voilà déjà un an et demi qu'avec la Libération, notre peuple s'est engagé dans l'édification d'un Etat démocratique, indépendant, souverain, riche et puissant. Pendant ce temps, des changements spectaculaires sont intervenus en Corée du Nord tant sur le plan socio-politique que sur le plan économique.

L'année dernière, nous avons accompli avec succès la réforme agraire, la nationalisation des industries importantes et différentes autres réformes démocratiques. De même, en novembre dernier, les premières élections démocratiques dans l'histoire de notre pays ont eu lieu qui ont abouti à une éclatante victoire. Grâce à celle-ci, quelques jours auparavant, nous avons instauré l'Assemblée Populaire de Corée du Nord, organe suprême du pouvoir de notre peuple, et organisé le Comité Populaire de Corée du Nord. Ainsi, notre pouvoir populaire a-t-il été raf-

fermi sur le plan juridique et ses assises politiques et économiques monolithiquement consolidées.

Pendant la période écoulée, nous avons également beaucoup réalisé dans le domaine des finances et des financements de l'Etat. Nous avons éliminé le système financier de l'impérialisme japonais, système de type colonial tendant à spolier le peuple, et nous avons implanté pour notre Etat les assises d'un système financier démocratique authentiquement populaire, nous avons confisqué à l'impérialisme japonais les établissements bancaires qui avaient servi à exploiter notre peuple et à dépouiller notre pays de ses richesses et nous avons établi un système bancaire nouveau, populaire et qui devra contribuer au bien-être du peuple et au développement de l'économie nationale. Cela constitue un progrès important en matière de création d'un système financier et bancaire populaire et démocratique pour notre Etat.

Ses industries importantes étant devenues propriété du peuple grâce à leur nationalisation, la Corée du Nord vient de s'engager dans la gestion planifiée de son économie nationale. Le récent Congrès des Comités Populaires de province, de ville et d'arrondissement a adopté et proclamé à la face du monde le plan de développement de l'économie nationale pour 1947, premier plan de ce genre dans l'histoire de notre pays, et le Comité Populaire de Corée du Nord a élaboré le budget global d'Etat pour cette année.

Il faut que nous luttions vigoureusement pour développer les activités financières et bancaires de

l'Etat et raffermir les assises financières de notre pays conformément aux exigences de la réalité nouvelle.

Camarades,

L'édification d'un Etat démocratique, indépendant, souverain, riche et puissant, présuppose que nous accomplissions un travail vraiment important. Pour doter l'économie nationale de solides assises indépendantes, nous ne devons pas seulement parfaitement rétablir les usines, les mines, les autres entreprises et les transports ferroviaires détruits par l'impérialisme japonais, mais encore nous devons graduellement substituer des équipements de production de pointe à ceux qui sont rétrogrades, construire de nouvelles usines, relever et développer l'économie rurale. Parallèlement, nous devons renforcer le système d'enseignement populaire, rapidement développer l'enseignement, multiplier les établissements sanitaires, implanter fermement un système sanitaire populaire et construire un grand nombre de nouveaux établissements culturels. Il s'agit là des tâches sacrées que notre peuple doit nécessairement réaliser dans la perspective de l'édification d'une patrie nouvelle et démocratique.

La réussite des immenses tâches qui nous incombent nécessite une somme considérable de main-d'œuvre, de matériaux et aussi de fonds. Compte tenu de la situation économique actuelle de notre pays, satisfaire aux nécessités financières de l'édification d'une patrie nouvelle s'avère très difficile. Mais, quoi qu'il arrive, nous devons résoudre ce problème par nos propres moyens. Si nous ne comp-

tons que sur l'aide ou le crédit d'autres pays pour rétablir et développer notre économie, nous ne pourrons construire une économie nationale indépendante et nous finirons par être économiquement asservis à d'autres pays.

La dépendance économique conduit inévitablement à l'asservissement politique. Sans indépendance économique, il ne peut y avoir d'indépendance politique authentique pour un pays. Un Etat sans indépendance économique est comme un château sur le sable.

Pour que notre pays devienne parfaitement indépendant, souverain, riche et puissant, il doit à tout prix s'assurer une ferme indépendance économique grâce à l'édification d'une économie nationale indépendante. A cet effet, il nous convient d'implanter des assises financières assez solides pour permettre à l'Etat de compenser toutes ses dépenses par ses propres revenus.

Actuellement, nous disposons d'un pouvoir authentiquement populaire et des potentialités économiques d'industries devenues propriété du peuple et d'une économie rurale libérée des rapports féodaux. De plus, nous avons pour nous la force inépuisable des masses populaires qui se sont engagées dans l'édification d'une Corée nouvelle, étroitement unies autour du pouvoir populaire. Si, grâce à notre ferme appui sur cette force, nous recherchons activement les ressources financières et si nous mettons efficacement en valeur les potentialités économiques du pays, nous pourrons bel et bien venir à bout du problème difficile des fonds dont nous aurons besoin pour édifier une patrie nouvelle et aussi nous

pourrons raffermir les bases financières du pays.

Au lieu de faire appel à l'aide ou au crédit d'autres pays, nous devons fermement adhérer au principe consistant à résoudre le problème financier de l'Etat par nos propres moyens grâce à la meilleure mise en valeur de toutes les potentialités et de toutes les possibilités nationales. Ainsi devons-nous implanter de solides assises financières nationales et exactement équilibrer les recettes et les dépenses de l'Etat. Implanter de solides bases financières nationales et résoudre tous les problèmes financiers par ses propres moyens, voilà l'orientation fondamentale de notre pays en matière d'administration financière. Il faut que tous les établissements financiers et bancaires et tous les fonctionnaires des finances travaillent d'arrache-pied suivant cette orientation.

Maintenant, je m'arrêterai sur les quelques tâches à réaliser pour exécuter fructueusement le budget d'Etat pour cette année et correctement gérer les finances de l'Etat.

Premièrement, il faut établir une sévère discipline financière.

Actuellement, cette discipline est très lâche. Il en résulte que le fonctionnement des finances de l'Etat rencontre d'importants obstacles et que les fonds ne servent pas efficacement à édifier une patrie nouvelle. Il nous revient de resserrer la discipline financière et ainsi de complètement éliminer toutes les pratiques négatives constatées dans la gestion des finances de l'Etat et d'économiser les fonds de l'Etat, ne serait-ce qu'un sou.

Pour resserrer la discipline financière, il est tout d'abord nécessaire d'établir un système et un ordre parfaits en matière de cette gestion.

Actuellement, le maniement des fonds d'Etat se fait sans système ni ordre rigoureux, ce qui conduit à des dépenses arbitraires et qui empêche de mettre un terme au détournement et au gaspillage des précieux fonds de l'Etat. Il est normal que là où le système et l'ordre manquent, des pratiques illégales se révèlent. Non seulement la gestion des fonds de l'Etat, mais aussi celle de tous les autres biens de l'Etat manquent de système et d'ordre. Les usines et les autres entreprises industrielles disposent de grandes quantités d'équipements et de matériaux, mais le manque de système et d'ordre les empêche de les entretenir correctement. En inspectant nous-mêmes quelques entreprises industrielles, nous avons constaté qu'on y négligeait d'entretenir et dilapidait de grandes quantités de biens d'Etat comme de plomb, de zinc et d'acier laminé, qui devraient efficacement servir à l'édification d'une patrie nouvelle et à l'amélioration du niveau de vie du peuple. Pour édifier une patrie nouvelle, il faut économiser sou par sou et efficacement utiliser chaque grain de riz, chaque gramme de charbon, chaque brin de fil et chaque morceau de fer. Cette négligence en matière de gestion des fonds et des biens de l'Etat est donc une grave erreur.

A l'heure actuelle, les fainéants et les détourneurs infiltrés dans les organismes et les entreprises d'Etat profitent du manque de système et d'ordre pour dilapider les fonds et les biens de l'Etat. En compli-

cité avec les profiteurs, ils n'hésitent même pas à commettre des actes illicites autant qu'ils veulent: ils détournent de précieux matériaux de l'Etat en les vendant à prix modique et achètent des matériaux privés à prix d'or.

De ce fait, il nous appartient de commencer par prendre des mesures propres à établir un système et un ordre impeccables en matière de gestion des finances de l'Etat. Il faut définir une procédure et des règlements obligatoires dans ce domaine. De même, il est nécessaire d'établir un ordre susceptible de permettre de correctement calculer et enregistrer les biens de l'Etat et d'assurer l'exactitude des statistiques qu'on en dressera. Il faut définir l'instance qui ratifiera les décisions de fournir et de recevoir les fonds et les matériaux, les formalités préalables à cette fourniture et à cette réception, les procédés à adopter pour faire les calculs et dresser les statistiques nécessaires. Il faut surtout que la gestion des finances dans les entreprises d'Etat soit débarrassée des survivances du capitalisme et qu'un système et un ordre conformes au principe nouveau de l'autofinancement y règnent. Le système et l'ordre que nous établirons en matière d'administration des finances de l'Etat doivent être stricts pour que tous les organismes et toutes les entreprises d'Etat ainsi que tous les fonctionnaires les observent rigoureusement.

L'important du renforcement de la discipline financière est de veiller à ce qu'on ne débourse les fonds de l'Etat que sur la base d'un budget correct. Il faut que les établissements financiers et bancaires

se gardent de les dépenser sans plan. Il est nécessaire de strictement conformer les dépenses aux chapitres du budget; la discipline doit être assez sévère pour interdire la dépense d'un seul sou en dehors de ces chapitres. Si des prévisions budgétaires s'avèrent inutiles, du moins pour le moment, il faut interdire le financement dans le domaine concerné. Ce sera un principe à observer.

Il faut que les organismes et les entreprises d'Etat élaborent correctement leur budget et s'efforcent d'y conformer leurs dépenses. Dans le cas d'un organisme d'Etat par exemple, il faut soigneusement calculer les frais des affaires de bureau et des voyages par employé pour une année, en établir une norme dont on se servira pour élaborer le budget et effectuer les débours.

Actuellement, il en va autrement pour certains organismes et entreprises d'Etat: ils déboursent arbitrairement et gaspillent les fonds de l'Etat. Certains cadres, qui considèrent leurs postes de chef de tel ou tel département ou service comme des titres de grands dignitaires, prennent des airs en garnissant leurs bureaux d'énormes tables et de fauteuils tournants et utilisent d'importants fonds d'Etat pour gagner du «prestige». Qui pis est, pour se faire valoir, les responsables de certains organismes et entreprises gaspillent des fonds d'Etat en faisant des cadeaux, en offrant des banquets d'accueil et d'adieu et des repas de fête. Ces usages pernicieux légués par l'ancienne société nuisent beaucoup à l'édification d'une Corée nouvelle et démocratique. Nous devons énergiquement combattre les dépenses arbitrairement faites

en dehors des chapitres du budget et qui conduisent à des gaspillages.

Parallèlement, il faut réduire les personnels réglementaires des organismes et des entreprises d'Etat pour diminuer les dépenses de l'Etat autant que possible.

Ces jours-ci, les comités populaires de tous les échelons et d'autres organismes d'Etat augmentent leurs personnels réglementaires et embauchent un grand nombre de personnes de façon anarchique, reconstruisant ainsi le moule de bureaucratie du temps de la domination coloniale de l'impérialisme japonais. Certains comités populaires de province ont porté leurs effectifs à 700 à 800, voire à plus de 1 000. En outre, chaque bureau emploie une ou deux personnes exclusivement chargées de transmettre les documents et d'effectuer les menues tâches. De ce fait, actuellement, dans les organes du pouvoir populaire pullulent un grand nombre d'oisifs. Il en est de même pour les entreprises. Un grand nombre de gestionnaires s'y enferment dans leurs bureaux en s'abstenant de la production.

Dans tous les organismes et toutes les entreprises, nous devons détruire le moule suranné et bureaucratique et établir un système de travail démocratique et populaire, simplifier les affaires de bureau autant que possible et considérablement réduire la partie superflue de l'appareil et des personnels réglementaires, tout cela devant mener à économiser le maximum sur les frais d'administration et de gestion. Il faut que les établissements financiers de tous les échelons veillent à ce que les organismes et les entreprises

assurent ces frais en se conformant strictement aux normes de dépense établies et à leurs personnels réglementaires enregistrés.

La sévère discipline financière qui sera ainsi établie dans les organismes et les entreprises d'Etat empêchera les fainéants et les détourneurs de jouer leurs mauvais tours aux dépens des fonds de l'Etat et nous permettra d'éliminer les détournements des biens de l'Etat.

Deuxièmement, il est nécessaire de renforcer le contrôle financier.

Actuellement, les établissements financiers négligent d'exercer leur contrôle sur les finances. C'est pourquoi ils ignorent les détournements et les gaspillages qui sont pratiqués sur les finances d'Etat et ils n'arrivent pas en temps voulu à éliminer les pratiques négatives se révélant en matière d'administration des finances de l'Etat. Grâce au resserrement du contrôle financier, il faut établir une sévère discipline financière et permettre une gestion correcte des finances de l'Etat.

Pour améliorer le contrôle financier, les fonctionnaires des finances doivent commencer par se rendre eux-mêmes régulièrement aux organismes et aux entreprises et y exercer un contrôle correct sur l'ensemble des activités financières. Ils doivent soigneusement y examiner si les fonds de l'Etat servent exactement aux fins définies, s'ils sont gaspillés ou détournés, si les fonds, les matériaux et les équipements sont correctement utilisés comme l'exige l'autofinancement, si le prix de revient est abaissé, si la rentabilité est assurée conformément au plan

et si le salaire est correctement payé, puis ils doivent prendre en temps voulu les mesures adéquates pour rectifier les erreurs.

Le contrôle financier doit se faire systématiquement, et non pas épisodiquement. Ainsi seulement, il est possible de prévenir toutes les sortes d'opérations financières illégitimes et de prendre des mesures pour rectifier en temps opportun les erreurs se révélant en matière d'administration des finances de l'Etat.

Grâce au resserrement du contrôle financier, nous devons dénoncer en temps voulu les détournements et les gaspillages pratiqués à l'égard des fonds d'Etat et complètement nous débarrasser des pratiques indisciplinées et illicites dans le domaine de l'administration des finances de l'Etat.

Troisièmement, il ne faut pas imposer de charges non fiscales à la population.

Certains organes locaux du pouvoir ne renoncent pas encore à imposer arbitrairement des charges non fiscales à la population, ni à gaspiller la grosse somme d'argent ainsi perçue. Actuellement, ces charges se chiffrent à plus de dix ou même plus de vingt sortes selon les régions. Aujourd'hui, alors que nous luttons pour établir une fiscalité populaire et éliminer les impositions diverses, legs de la domination coloniale de l'impérialisme japonais, il est absolument inadmissible d'imposer à la population diverses charges non fiscales, sous quelque nom que ce soit. En fin de compte, ces charges s'avèrent nuisibles, car elles rabaissent l'influence et le prestige du pouvoir populaire et écartent les masses de celui-ci.

Les fonctionnaires des organismes d'Etat doivent fermement prendre position pour servir le peuple et défendre ses intérêts et ainsi vigoureusement combattre les pratiques consistant à porter préjudice aux intérêts du peuple au moyen de charges non fiscales illicites. Tous les établissements et tous les fonctionnaires des finances doivent resserrer leur contrôle pour que les charges non fiscales ne soient plus imposées et travailler à rendre équitables les charges de la population.

Quatrièmement, il faut améliorer l'activité douanière pour pouvoir correctement exécuter la politique de l'Etat dans ce domaine.

Cette activité est très importante. Dans notre pays, elle n'est pas simplement destinée à percevoir des droits. Son renforcement revêt une grande importance, car il s'agit de superviser et de contrôler les importations et les exportations, de correctement appliquer la politique de l'Etat en matière de commerce extérieur et d'assurer le développement de l'économie nationale. Cependant, actuellement, les services des douanes ne travaillent pas correctement comme l'Etat l'exige.

Il faut rectifier l'activité douanière au plus tôt et accroître le rôle des douanes de façon décisive dans l'application de la politique de l'Etat en matière de commerce extérieur. Aujourd'hui tout le commerce extérieur de notre pays se fait sous le contrôle et la surveillance de l'Etat. Nous devons correctement appliquer les droits de douane, nous devons nous garder de les appliquer arbitrairement sur les marchandises d'importation, ce qui entraverait le développe-

ment de notre économie nationale. Supposons qu'une boîte d'allumettes d'importation coûte 50 *djeuns* alors qu'une de fabrication coréenne coûte un *won*. Dans ce cas, il faut appliquer là-dessus un droit dépassant 50 *djeuns* pour qu'elle soit vendue à plus d'un *won*. Ainsi seulement, nous pourrons affirmer avoir correctement appliqué la politique douanière de l'Etat.

Tous les fonctionnaires des douanes doivent avoir parfaitement conscience de la politique douanière de l'Etat, intensifier la lutte contre les profiteurs et strictement arrêter le commerce privé interlope, pour éviter les désordres éventuels au développement économique du pays et contribuer à l'édification d'une économie nationale indépendante.

Cinquièmement, nous devons tout mettre en œuvre pour achever le plan de développement de l'économie nationale pour 1947.

Le budget global d'Etat pour cette année, déjà adopté sous forme de loi, s'avère sain, parce qu'il reflète exactement la politique de notre pouvoir populaire dans tous les domaines, — l'économie, l'enseignement, la culture, la santé publique, etc. — et qu'il est susceptible de nous permettre de satisfaire par nos propres moyens aux nécessités financières du plan de l'économie nationale. Garantir financièrement la réalisation de celui-ci constitue le principe fondamental à strictement observer aussi bien pour exécuter le budget d'Etat pour cette année que pour élaborer et exécuter les budgets ultérieurs.

Il nous incombe de consacrer toutes nos forces à satisfaire pleinement et en temps voulu aux besoins financiers que nous aurons pour exécuter le budget

d'Etat pour 1947. Ainsi devons-nous parfaitement réaliser le plan de l'économie nationale pour cette année et faire d'importants progrès dans l'optique de l'élimination de la désarticulation et du déséquilibre de l'économie, conséquences néfastes de la domination coloniale de l'impérialisme japonais, dans l'optique de l'implantation des bases indépendantes de l'économie nationale et dans le sens de l'amélioration du niveau de vie tombé à zéro du peuple.

Etant donné que nous avons reçu en héritage une économie détruite de l'impérialisme japonais et que nous menons une lutte acharnée contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur qui nous calomnient et nous dénigrent, la réalisation du vaste plan de l'économie nationale pour cette année rencontre un grand nombre de difficultés et d'obstacles. Cependant, il ne nous est pas permis de reculer. En organisant et mobilisant activement tout le peuple qui s'est dressé pour l'édification d'une Corée nouvelle, nous devons vaincre toutes les difficultés et dépasser à tout prix le plan de l'économie nationale pour cette année par nos propres moyens. Il doit en résulter que notre pays démontre largement à l'extérieur comme à l'intérieur sa pleine capacité d'accéder à l'indépendance politique et économique.

Vous devez vous rendre compte parfaitement de l'importance politique et économique que revêtira la réalisation du plan de l'économie nationale pour cette année et donner libre carrière à votre créativité et à votre dévouement pour assurer la réussite du budget d'Etat, qui doit garantir l'accomplissement de ce plan.

Pour exécuter fructueusement le budget d'Etat pour cette année, il est important de correctement assurer les recettes prévues dans le budget.

Avant tout, il faut ponctuellement appliquer la nouvelle loi fiscale et percevoir ainsi correctement les impôts. Nous devons appliquer ceux-ci exclusivement en vertu de cette loi pour qu'ils soient les plus équitables possible. Après l'application correcte des impôts à la population, il faut que nous effectuions un travail d'organisation correct pour prélever ceux-ci.

Hier, le Comité Populaire de Corée du Nord a adopté la loi sur la réforme fiscale en Corée du Nord. Grâce à cette loi, le peuple s'est affranchi des dizaines de sortes d'impôts lourds du temps de la domination coloniale de l'impérialisme japonais et une fiscalité nouvelle, unitaire et équitable a été fermement établie. Nous devons largement expliquer et faire connaître la nature populaire et démocratique de la nouvelle fiscalité aux masses populaires qui doivent parfaitement comprendre que l'impôt qu'elles auront payé à l'Etat servira entièrement au bien-être du peuple tout entier et à l'édification d'un Etat indépendant et souverain. Il doit en résulter que chaque citoyen paie son impôt de sa propre volonté.

Tout particulièrement, un travail d'organisation correct s'impose pour que les industriels et les commerçants privés paient leurs impôts en temps voulu. L'année passée, les impôts des industriels et des commerçants privés ont été perçus d'une façon tellement incorrecte que de nombreux cas d'omission d'imposition, d'évasion de l'imposition, de non-paiement, etc. se sont révélés. Certains industriels et commer-

çants privés, qui n'ont pas encore parfaitement compris la supériorité du régime démocratique et qui restent prisonniers d'idées périmées, s'attachent à satisfaire leurs intérêts personnels et à s'enrichir, se montrant ainsi peu disposés à payer leurs impôts et entravant l'exécution de la politique financière de l'Etat. Tous les fonctionnaires des finances sont tenus de correctement les éduquer pour qu'ils fassent preuve d'esprit créateur et se montrent actifs pour l'édification nationale et d'exécuter parfaitement la politique fiscale de l'Etat à leur égard.

A remarquer ensuite que le Trésor doit absorber en temps voulu les bénéfices obtenus par les entreprises d'Etat. Les fonds à verser par celles-ci dans le Trésor sous forme d'impôt sur les transactions, de décompte des bénéfices, de différence des prix, etc. représentent une part considérable dans les recettes prévues dans le budget d'Etat pour cette année. La part dans le budget d'Etat des bénéfices qu'obtiendront les entreprises d'Etat continuera à s'accroître au fur et à mesure du développement de l'économie nationale.

Il nous incombe de renforcer l'autofinancement des entreprises d'Etat et d'accroître leur production pour pouvoir donner toujours davantage à l'Etat comme bénéfices. Les établissements financiers doivent aider les entreprises d'Etat à rationaliser leurs activités économiques et exercer un contrôle rigoureux sur elles pour que l'argent qu'elles ont gagné comme bénéfices ne reste inactif ni ne fasse l'objet d'une opération illicite mais entre dans le Trésor en temps opportun.

L'impôt agricole en nature constitue une autre importante source de revenus des finances d'Etat. Il faut que les établissements financiers veillent scrupuleusement à ce que les revenus de l'impôt agricole en nature gagnent directement le Trésor.

Remarquons ensuite qu'il faudra lancer un large mouvement patriotique en faveur de l'épargne parmi la population.

Pour édifier un pays riche et puissant, il faut que tout le pays, tant les organes de l'Etat que les particuliers, s'accoutume à conduire sainement la vie économique et à faire de l'épargne. Ainsi faut-il que les ressources du pays tout entier servent sans réserve au développement de l'économie nationale et à l'œuvre d'édification nationale.

Au lendemain de la Libération, notre Parti a appelé tout le peuple à s'engager unanimement dans l'édification d'une patrie démocratique, en apportant chacun ce qu'il pouvait, du savoir-faire, de l'argent ou de la main-d'œuvre. Il en est résulté qu'au cours de l'année passée nous avons fait des réalisations magnifiques et sans précédent dans l'histoire de notre pays.

Nous soutenons activement le mouvement initié par le paysan Kim Djé Weun en faveur de la livraison de riz patriotique, mouvement déjà largement connu dans le monde.

Tous les fonctionnaires des finances doivent se montrer actifs pour que l'ensemble du peuple réponde à de telles initiatives patriotiques et mobilise toutes les ressources monétaires pour l'édification d'une patrie démocratique.

Pour ce qui est de l'obtention des ressources financières, il est important de mettre en valeur et d'utiliser activement les fonds privés. A cet effet, il faut intensément absorber les fonds par l'épargne.

A l'heure actuelle, beaucoup de monnaie se trouvent entre les mains de particuliers. Les trafiquants en profitent pour s'adonner à leurs actes mercantiles, rehaussant le prix des marchandises et semant la confusion dans l'économie. Il convient de renforcer l'épargne et de concentrer la monnaie dans les établissements financiers pour que celle-ci ne reste pas inactive dans les mains de particuliers ni ne serve à des actes mercantiles.

Aujourd'hui, l'absorption de fonds par l'épargne joue un rôle très important pour l'acquisition des fonds nécessaires à la réalisation du plan de l'économie nationale et la satisfaction des besoins financiers des paysans, des commerçants et des industriels privés. C'est pourquoi ce ne sont pas de simples dépôts bancaires. C'est plutôt une des affaires importantes auxquelles les comités populaires locaux des différents échelons doivent prêter une sérieuse attention.

Grâce à l'organisation d'une large économie et accumulation parmi la population, il faut dépasser à tout prix le plan d'absorption de fonds par l'épargne pour cette année.

L'intensification des activités mentionnées ci-dessus pour l'accroissement des revenus des finances de l'Etat et pour l'utilisation efficace de toutes les ressources financières du pays doit constituer une garantie financière sûre de la réalisation du plan de

l'économie nationale pour cette année, nous permettre d'efficacement aplanir les difficultés financières et, par conséquent, d'accélérer l'édification d'une patrie nouvelle.

Sixièmement, il faut grandement exalter les idées de l'édification nationale parmi le peuple.

Pour fructueusement réaliser le plan de développement de l'économie nationale pour 1947 et fonder celle-ci sur de solides assises, il convient de grandement exalter les idées de l'édification nationale parmi la population et de canaliser ainsi efficacement la force des grandes masses. Seulement si le peuple tout entier fait jouer toute son intelligence et toute sa créativité avec une disposition très favorable à l'édification nationale, il sera possible de consolider les bases financières du pays, de développer l'économie nationale et d'édifier avec succès une Corée nouvelle, démocratique, riche et puissante.

Actuellement, notre pays assiste à un vigoureux mouvement en faveur de la mobilisation idéologique générale pour l'édification nationale. Les grandes masses ouvrières et paysannes prennent une part active à ce mouvement, ainsi elles transforment leur conscience idéologique, redoublent d'ardeur patriotique et intensifient leur lutte pour l'accroissement de la production.

Il nous incombe d'intensifier l'éducation des masses populaires pour pénétrer celles-ci des idées de l'édification nationale. Nous devons parfaitement éclairer le peuple tout entier sur les tâches que nous avons à réaliser pour édifier une patrie nouvelle et sur leur signification, ce qui doit exalter encore son

enthousiasme patriotique et ainsi le pousser à consacrer toute son énergie à l'édification nationale. Il faut surtout que tous les fonctionnaires des finances et tous les fonctionnaires des organes du pouvoir populaire expliquent correctement aux masses populaires que l'édification d'un Etat démocratique, indépendant, souverain, riche et puissant exige une gestion soigneuse des fonds et des biens de l'Etat et l'accroissement maximal des revenus de celui-ci. Ainsi le peuple tout entier doit-il prendre une part active à la gestion des finances de l'Etat et employer toutes ses forces pour cimenter les bases financières du pays et renforcer les fondements de l'économie nationale.

Septièmement, il faut que tous les fonctionnaires des finances cherchent à fidèlement servir le peuple.

Responsables du Trésor, ils assument l'important devoir d'assurer financièrement la vie économique du pays. Pour pouvoir honorablement s'acquitter d'une tâche aussi lourde, ils doivent commencer par se préparer correctement sur le plan idéologique. Autrefois, dans la société fondée sur l'exploitation, les fonctionnaires des finances ont servi à exploiter le peuple travailleur pour enrichir les propriétaires fonciers et les capitalistes. Mais, aujourd'hui, ils sont les gestionnaires des finances populaires, parce que nos finances sont destinées à servir à la prospérité et au développement du pays et à l'amélioration du bien-être matériel du peuple, ils sont les défenseurs des intérêts de celui-ci. Par conséquent, ils doivent être disposés à fidèlement servir le pays et le peuple. Il faut qu'ils cherchent tous activement à se pénétrer profondément des idées patriotiques et démocrati-

ques, à étudier et à assimiler à fond la politique financière populaire de notre pouvoir populaire.

Parallèlement, il est important qu'ils améliorent leurs méthodes et leur style de travail.

Ils doivent se débarrasser de leurs méthodes et de leur style de travail périmés consistant à s'enfermer dans leurs bureaux, à travailler bureaucratiquement, et ils doivent se faire aux méthodes et au style de travail populaires des travailleurs démocrates de la Corée nouvelle. Au lieu de se conduire en bureaucrates, il faut qu'ils se montrent toujours modestes, qu'ils se mêlent intimement aux masses pour les consulter sur les problèmes soulevés et résoudre ceux-ci grâce à leurs capacités et à leur intelligence, enfin ils doivent assimiler un style de travail correct. Surtout nos douaniers doivent prendre garde de ne pas se conduire comme les douaniers de l'impérialisme japonais. Il leur faut beaucoup d'effort pour complètement se débarrasser du style policier de travail de l'impérialisme japonais et se donner le style populaire de travail caractéristique de notre régime démocratique.

Par ailleurs, il faut que les fonctionnaires des finances se montrent les plus probes et les plus sobres. Si eux-mêmes se plaisent à être invités à boire ou à recevoir des pots-de-vin et se laissent tenter par des biens, il sera impossible de resserrer la discipline financière. Ils doivent se défaire de l'égoïsme, se garder de convoiter l'argent ou les biens et toujours se montrer purs dans la vie quotidienne.

De même, les fonctionnaires des finances doivent faire preuve de la plus grande fidélité à la loi. Pour

gérer les finances de l'Etat, il est très important de ponctuellement observer les lois et les règlements. Il faut absolument percevoir chaque sou conformément à eux, il faut défendre de dépenser un seul sou de l'Etat si cela va à leur encontre. Tous les fonctionnaires des finances se doivent d'exalter la fidélité aux lois, de strictement respecter les lois et les règlements en matière de gestion des finances de l'Etat et de combattre sans transiger toutes les pratiques illégales et contraires à la discipline financière pour s'acquitter honorablement de leurs tâches de fonctionnaires authentiquement populaires des finances.

Camarades,

Je vous prie de prendre profondément conscience de votre glorieux devoir de vous occuper du coffre-fort du pays, de faire preuve d'un grand sens des responsabilités et de consacrer toute votre énergie à établir un parfait système de travail en matière de finances de l'Etat, à gérer celles-ci le plus rationnellement, à élargir et à consolider sans discontinuer les bases financières du pays.

J'espère fermement que tous les fonctionnaires des finances se rendront exactement compte des réalités politiques et économiques de notre pays, qu'ils exécuteront fructueusement le budget d'Etat pour cette année, par conséquent qu'ils réussiront à garantir financièrement la réalisation du plan de l'économie nationale, et que le raffermissement et le développement des bases financières du pays obtiendront de grands progrès grâce à eux.

Imprimé en République Populaire Démocratique de Corée

No 79302